



DU 19 AU 25 NOVEMBRE, PLUS QU'É JAMAIS SOYONS DANS LA RUE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES !

5 ans après #MeToo, le constat est celui d'une plus grande dénonciation des violences sexistes et sexuelles dont sont victimes les femmes, mais on reste loin des mesures nécessaires pour espérer éradiquer ou minimiser fortement ces violences. Elles sont ancrées dans un système patriarcal qui n'est pas combattu à la hauteur de ce qu'il devrait être.

Les chiffres des féminicides en France viennent le rappeler :

122 femmes tuées en 2021 par leur compagnon ou ex-compagnon. Près d'une femme sur trois (32 %) avait déjà subi des violences et 64 % de celles-ci avaient signalé ces violences et parmi ces dernières, 84 % avaient déposé une plainte. Depuis le début de l'année 2022 118 femmes victimes par compagnon ou ex-compagnon et donc 118 hommes ont tué leur compagne ou ex-compagne. C'est le constat d'un échec en soi.

Dans la société, dans la rue, dans les espaces publics, ce sont quasiment 100 % des femmes qui déclarent avoir subi du sexisme, du harcèlement, des agressions sexuelles. Les plaintes de violences sexistes et sexuelles sont en augmentation de 30 % en 2021.

Une femme sur trois est victime de harcèlement sexuel sur le lieu de travail, 9 % des violences sont commises sur le lieu de travail par des collègues ou des usagers.

Or toujours pas de ratification par la France et de transposition dans notre droit digne de ce nom de la convention 190 de l'Organisation Internationale du travail de 2019 qui vise à améliorer concrètement la situation des femmes victimes de ces violences !

Dans le privé ou le public, on continue souvent de déplacer, voire placarder ou licencier la victime au lieu de suspendre puis de sanctionner le salarié mis en cause. Les politiques de prévention sont inexistantes ou insuffisantes dans la majorité

des entreprises, administrations, collectivités et établissements publics.

Dans les organisations du mouvement social (syndicats, associations, partis politiques), c'est malheureusement le même constat malgré des avancées sur la prise de conscience, et des cellules qui tentent de faire progresser comme elles peuvent la prise en charge et la sanction des auteurs.

Lorsque les affaires éclatent médiatiquement il se produit une deuxième violence envers les victimes : les propos de tous ceux et parfois celles qui s'expriment sans jamais avoir pris le temps de se former sur ces sujets, de comprendre ce qu'est le continuum des violences et qui minimisent ou ignorent largement les conséquences de ces violences sur les femmes (et de minimisation de leur parole) : elles subissent harcèlement sur les réseaux, licenciements... perte de confiance en soi, altération de leur santé physique, mentale. Elles sont souvent brisées pour de nombreuses années.

Depuis plusieurs années, Solidaires, avec d'autres organisations syndicales et féministes réclament :

- un milliard pour lutter contre les violences : faire en sorte que l'impunité n'existe plus, que partout les formations soient opérantes, que les associations aient les moyens de réaliser l'accueil et la prise en charge des femmes et personnes victimes,
- une éducation non sexiste, inclusive dès l'enfance et dans tout le parcours scolaire,
- la prévention des violences sexistes et sexuelles comme sujet obligatoire de négociation à tous les niveaux sous peine de sanction pour les employeurs,
- une vraie déclinaison dans le droit du travail de la convention de l'OIT : suppression des jours de carence, aménagement des horaires, interdiction de licenciement, des femmes victimes.



MANIFESTONS, CRIONS NOTRE RAGE, DÉNONÇONS ET EXIGEONS LA FIN DE CES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES !